



CTEA - 3 novembre 2020

L'Intersyndicale ne siègera pas.

L'Intersyndicale CGT-Agri, FO-Enseignement agricole et Snetap-FSU a décidé de ne pas siéger à la réunion du CTEA convoquée ce jour.

Elle entend par ce boycott dénoncer la façon dont est traitée cette instance spécifique à l'enseignement agricole public. Nous avons eu l'occasion à de nombreuses reprises de rappeler la dégradation des conditions de réunion du CTEA (nombre de réunions réduites à une portion congrue, points à l'ordre du jour en décalage avec les préoccupations des personnels de l'enseignement agricole public, questions diverses systématiquement repoussées, documents préparatoires diffusés quelques heures avant les réunions voire inexistantes comme aujourd'hui, ...). Cette instance doit retrouver sa place et son intérêt dans ce qui fait la construction du dialogue social.

Par exemple, à l'ordre du jour de cette réunion le point d'information concernant les chiffres de la rentrée (effectifs, HSE, évolution de structures) nécessitait des documents préparatoires qui nous permettent d'engager le dialogue entre nous. Nous ne venons pas prendre la leçon nous venons partager nos avis pour permettre les évolutions nécessaires sur ces différents dossiers. Mais notre avis n'a de sens que parce que nous sommes représentants des personnels ... comment les représenter si nous ne pouvons échanger avec eux/elles au préalable ?

Ce sont, plus globalement au travers du mauvais traitement infligé à cette instance et donc aux représentant.es des personnels de l'EAP, les conditions du dialogue social dans une période de crise totalement exceptionnelle que nous repons. Nous avons dénoncé ces conditions tout au long du premier confinement ... nous ne voulons pas et ne pouvons pas revivre cette situation.

Cette crise, pour les élèves et les personnels de l'Enseignement Agricole, est exceptionnelle à plusieurs titres :

un traumatisme après l'attentat perpétré le 16 octobre contre la liberté d'expression, la laïcité et le monde de l'Education au travers de l'assassinat de notre collègue Samuel Paty ;

une crise sanitaire qui s'aggrave comme l'a annoncé le Président de la République le 28 octobre dernier ;

une nouvelle période de confinement dont la cohérence est encore plus fortement interrogée que lors du printemps dernier ;

une baisse de moyens annoncée jusqu'à la fin du quinquennat alors que les besoins en personnels n'ont jamais été aussi fort ;

Une rentrée des établissements dans ce contexte de crise où les personnels ont le sentiment non pas d'être les hussards de la République encore vantés par le Président de la République lors de l'hommage à Samuel Paty mais les tirailleurs de cette même République sacrifiés pour des raisons économiques.

Madame la Directrice Générale nous ne siégerons pas aujourd'hui par refus d'aborder les points que vous aviez mis à l'ordre du jour, car nous y reviendrons lors du CTEA reconvoqué, mais au contraire pour exiger un véritable dialogue social constructif digne de ce nom. Ainsi, nous sommes évidemment conduit.es à demander par ailleurs une rencontre urgente sur les points d'actualité soulevés dans la présente déclaration.